

L'insoutenable durabilité de nos pratiques scientifiques ?

Quand le développement durable interroge les sciences sociales et la société

par Yann CALBÉRAC, Université de Lyon, Laboratoire junior radis (ENS-LSH), et UMR 5600 *

En guise de conclusion, nous souhaiterions apporter quelques éléments de réflexion sur les mutations que connaissent les pratiques et les discours scientifiques du fait de l'entrée du *développement durable* dans le champ de la recherche. Il ne s'agit nullement d'ouvrir ici un nouveau dossier (ce qui donnerait lieu à un volume aussi épais que celui-ci !) mais plutôt d'apporter quelques pierres à une réflexion à engager sur les usages et les demandes sociaux de la recherche sur le développement durable.

Les nombreuses contributions qui précèdent témoignent de la diversité des pistes de recherche aujourd'hui ouvertes. La tâche est lourde pour tous les chercheurs mais particulièrement pour ceux qui étudient la société (quelle que soit leur discipline) car le *développement durable* est avant tout un construit social, porteur de significations et d'une vision du monde produits à un moment et dans un lieu donnés et qu'il est nécessaire de décrypter. Le développement durable est en effet le produit d'une conscience occidentale héritée des Lumières : différentes archéologies de la notion, telles qu'elles ont pu être dressées par différents auteurs (Brunel, 2004 ; Gauchon et Tellenne, 2005), ont ainsi mis en lumière le caractère précoce de cette préoccupation de l'inéquation des ressources et de la croissance démographique. Différentes contributions publiées dans ce volume rappellent les grandes étapes de construction de ce concept, depuis le Club de Rome jusqu'au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 qui marque la naissance du développement durable tel qu'on l'entend aujourd'hui et sa diffusion planétaire.

Depuis, le succès de ce syntagme ne se dément pas et l'opinion publique internationale en a fait un enjeu politique pour le XXI^e siècle. Les sciences sociales ont répondu à cette forte demande en incorporant à leurs questionnements les problématiques liées au développement durable et en faisant un objet scientifique légitime en soi. Chaque discipline à sa façon : en procédant à un renouvellement des objets traditionnellement étudiés et en les adaptant aux configurations sociales actuelles ou bien en forgeant de toutes pièces de nouveaux objets ainsi que des méthodes et des approches opératoires pour les étudier.

Ces recherches menées dans différents champs ont toutes eu pour conséquence d'apporter des premiers résultats concrets tout en étoffant la réflexion théorique sur le développement durable et l'environnement. Ainsi, ces recherches nouvelles alimentent-elles à leur tour les

réflexions menées par les différents acteurs de la société. Le transfert s'opère ainsi dans les deux sens, s'auto-entretient et s'enrichit ; c'est la marche normale de la science telle qu'elle a été mise en évidence par les approches réalistes des *sciences studies*.

Ce sont ces transferts successifs et leurs implications que nous voulons prendre au sérieux. Les travaux de Bruno Latour (Latour, 2001 ; Latour, 2004) ont ainsi mis en évidence les liens complexes qui unissent les sciences et la société : la science est autant un produit de la société que la société un produit de la science. Par ses fortes demandes, c'est la société qui a fait du développement durable un objet scientifique. A l'inverse, les travaux des scientifiques ont un impact sur la société : les avancées de la recherche dictent la prise de décision ou les comportements. L'hypothèse que nous souhaiterions proposer ici est de considérer ces transferts réciproques et successifs entre le politique, la société et les chercheurs comme un bon observatoire pour saisir et comprendre l'impact du développement durable sur les pratiques scientifiques et le rôle que celles-ci peuvent jouer dans une société où la prévision et la prévention du risque, de toute nature, occupent une place décisive (Beck, 2003).

Ce que la société fait à la science

Les demandes de la société ont été d'autant plus fortes que les sciences sociales ne sont pas suffisamment outillées pour apporter des réponses précises et fiables aux questionnements globaux (c'est-à-dire qui concernent la planète dans son entier) que pose la société quand elle parle de *développement durable*. Et ce, à plusieurs titres.

Fondées sur un partage nature/culture hérité des Lumières et largement institutionnalisé depuis par le découpage disciplinaire, les sciences ne sont pas en mesure d'étudier des phénomènes qui dépassent cette traditionnelle césure (Latour, 1997) au sens où ils relèvent de l'ensemble des sciences, et non plus des seules sciences exactes. Bruno Latour qualifie d'*hybrides* (Ibid.) ces objets qui prolifèrent aujourd'hui, remettant en cause cette coupure qui ne va plus de soi aujourd'hui. Il donne ainsi l'exemple du trou dans la couche d'ozone (première bataille d'envergure des militants environnementalistes, aujourd'hui supplantée par la lutte contre le réchauffement climatique ou la protection de la biodiversité) : étudier ce problème et réfléchir à une

solution oblige le courageux chercheur à convoquer successivement tous ceux qui interviennent – à un degré ou à un autre – dans cette question, à savoir les scientifiques qui mesurent le trou, les dirigeants des sociétés chimiques et les ouvriers de leurs chaînes de productions, les CFC responsables du trou, les chefs d'États qui se penchent sur le problème, des fabricants de réfrigérateurs, des météorologues et des militants écologistes (*Ibid* : 7 et 8)... Pas besoin de multiplier les exemples : dès qu'il s'agit de l'environnement, il faut étudier de multiples actants dont l'étude relève habituellement d'une multitude de disciplines. L'intrication de ce qui relève de la *nature* et de la *culture* est si forte qu'elle est constitutive du développement durable : la *doxa* n'en résume-t-elle d'ailleurs pas la substance par le trépied *l'économique, le social et l'environnemental* ?

De plus, le développement durable incite les chercheurs à mener une réflexion approfondie sur les échelles et les temporalités mises en œuvre. En effet, si les problèmes environnementaux sont *globaux* (comme le réchauffement climatique, la gestion de la ressource en eau...), ils trouvent leur solution à un niveau local : c'est d'ailleurs cette conception de l'action que véhiculent les agendas 21 qui permettent la mise en place de politiques au niveau local, et c'est la somme de ces actions locales qui modifiera la donne planétaire. L'efficacité de ces raisonnements largement ancrés dans nos pratiques doit être évaluée par les scientifiques. La même prudence doit s'appliquer à l'étude des temporalités : les discours placent souvent sur le même plan des processus qui ne se situent pas sur les mêmes pas de temps (de l'ère géologique à la journée, voire quelques heures). Le développement durable nous invite donc à clarifier le maniement des échelles chronologiques et à réfléchir à l'usage que l'on fait des référents spatio-temporels. Dans ces conditions, comment comprendre l'expression *générations futures* pourtant constitutive du *credo* ?

L'étude du développement durable oblige les sciences sociales à procéder à un *aggiornamento* dont les contributions ici réunies ont montré à la fois les directions et l'ampleur. Reconnaître la pertinence de ces nouveaux questionnements ainsi que leur validité scientifique ne suffit pas si cela ne s'accompagne pas d'une réflexion sur la rénovation des pratiques scientifiques qu'il faut accomplir. Faire du développement durable un chantier des sciences sociales doit conduire les chercheurs à travailler de manière transversale et interdisciplinaire. C'est le croisement des regards, la diversité des approches et l'approfondissement des bases théoriques et méthodologiques de chaque discipline qui permettront d'embrasser la totalité de ce champ qui reste largement à explorer. C'est donc autant l'architecture des institutions scientifiques que les pratiques de travail à la base que le développement durable nous invite à rénover.

Enfin, cette réflexion de fond sur les pratiques de recherche doit permettre de s'interroger sur les finalités mêmes de la recherche scientifique. A quelles conditions celle-ci peut-elle ne pas être seulement spéculative ? Est-il possible de mener conjointement une recherche fondamentale et une recherche appliquée ? Cela interroge aussi le statut du chercheur : jusqu'où peut-il aller hors du champ

strictement scientifique ? Quels sont la marge de manœuvre et le degré possible d'engagement des chercheurs sur la scène sociale ?

Ce que la science fait à la société

Les scientifiques font en effet régulièrement irruption dans le champ social et les médias donnent la parole à des chercheurs qui s'expriment sur des sujets qui relèvent du développement durable. C'est donc en tant qu'expert (habilité par ses diplômes et son statut académique) que le scientifique s'immisce dans un débat qui l'instrumentalise. Alors que le chercheur, dans la configuration actuelle du champ scientifique, ne représente qu'une partie de la connaissance, on lui demande d'émettre un jugement ou de proposer une solution (si possible courts pour être parfaitement télégéniques) sur un sujet vaste et complexe qui dépasse largement, par la nature même des objets traités, son champ de compétence ! La figure de l'expert fait ainsi figure d'autorité morale. Alors que la controverse est l'une des modalités courantes du débat scientifique, celle-ci disparaît du champ médiatique : seuls les propos qui vont dans le sens d'une *doxa* qu'ils confortent sont pris en compte. Les scientifiques sont ainsi convoqués dans un débat manichéen, ce qui laisse supposer l'ignorance du grand public pour le travail scientifique, ses finalités et ses méthodes. On demande ainsi aux scientifiques/experts de fournir des prévisions, des modèles, des seuils sur lesquels fonder la prise de décision : cela implique donc de transférer du laboratoire à la société les raisonnements qui, s'ils fonctionnent au niveau des ordinateurs ou des esprits, ne sont pas forcément valides si on cherche à les appliquer à la société dans son entière complexité.

La généralisation de l'expression *développement durable* doit également questionner le sort qui est réservé aux mots. Quand il est question de *développement durable*, les scientifiques et les autres acteurs de la société parlent-ils tous la même langue ? La durabilité est un concept qui a été forgé avant tout pour comprendre le fonctionnement de la « nature » et il faut encore l'adapter afin de le rendre opératoire pour analyser le « social ». Le risque est en effet de naturaliser le social et l'économique, c'est-à-dire d'empêcher la croissance et le développement au motif de « protéger » la société, au même titre que l'on cherche à défendre la nature en la figeant. C'est l'éthique du chercheur qui est alors en jeu : certaines dérives véhiculées par les discours environnementalistes ont révélé le danger des idéologies qu'ils recèlent (Pelletier, 1993).

Clarifier les méthodes

Le développement durable fournit donc une opportunité aux scientifiques pour clarifier leurs méthodes de travail et réfléchir aux rôles qu'ils jouent dans la société et à la capacité de la science à répondre aux grands défis de la société. Si la prise en compte du développement durable bouleverse les modes de vie des sociétés, gageons qu'il bouleversera également le monde scientifique afin d'aider les acteurs

politiques, sociaux et économiques dans les choix qui les attendent.

Notes

* Yann.Calberac@univ-lyon2.fr

Références bibliographiques

Beck, U., *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Flammarion. Collection Champs. 522 p., 2003.

Brunel, S., *Le développement durable*. Paris, PUF. Collection Que sais-je ? 127 p., 2004.

Gauchon, P. et Tellenne, C. (dir.), *Géopolitique du développement durable. Rapport Anthéios 2005*. Paris, PUF. Collection Major. 365 p., 2005.

Latour, B., *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, La Découverte. Collection Poche sciences humaines et sociales. 209 p., 1997.

Latour, B., *Pasteur : guerre et paix des microbes, suivi de Irréductions*. Paris, La Découverte. Collection Poche sciences humaines et sociales. 363 p., 2001.

Latour, B., *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris, La Découverte. Collection Poche sciences humaines et sociales. 383 p., 2004.

Pelletier, P., *L'imposture écologiste*. Paris, Montpellier, Belin, Reclus. Collection Géographiques. 208 p., 1993.